



Formation spécialisée en matière de santé, de sécurité, et de conditions de travail du 22 juin 2023

Déclaration liminaire

M. le président,

Nous voici réunis pour la première fois au sein de la formation spécialisée du comité social d'administration (CSA), instance qui est née des cendres du CHSCT, dont la CGT continuera à revendiquer le retour, tant les droits qui y étaient attachés ont permis de faire progresser les conditions de travail au sein de la DGFIP et de manière globale dans le monde du Travail.

Le gouvernement, de façon autoritaire, malgré les nombreuses mobilisations et le rejet de la majorité de la population, décide d'imposer à toutes les travailleuses et tous les travailleurs deux ans de travail de plus avec une pension diminuée.

De nombreux agents à la DGFIP, poussent déjà le curseur à 64 ans, et même jusqu'à 67 ans ; c'est pour bénéficier de la surcote pour avoir une pension un peu améliorée pour les carrières incomplètes, et surtout pour une majorité de femme, pour compenser d'une part une carrière souvent hachée de fait du temps partiel, et d'autre part une faible évolution catégorielle parce que les enfants, les aléas de la vie, ça ne libère pas du temps choisi pour soi.

Vous nous indiquiez lors de précédentes réunions que dans les accueils physiques il y avait moins de fréquentation. Les SIP, ainsi que les SDIF, sont dans une situation catastrophique avec GMBI, avec la participation à la plateforme téléphonique, les e-contacts, les saisies de déclaration à marche forcée (par des vacataires ???).

Enfin, sans être exhaustif, que dire la massification des tâches dans les SGC suite aux fermetures des trésoreries, de la perte du sens du travail à cause de l'ultra spécialisation des tâches ?.

Dans notre administration, le siphonnage de nos missions, la disparition de structures et sites, et la saignée dans nos emplois n'est pas acceptable. Cette situation génère du stress de façon très préoccupante, un sentiment de non accomplissement, bref de la souffrance au travail.

Concernant les conditions de travail des agents de la cité administrative, le constat est désolant : travailler dans des bureaux où il fait plus de 30 degrés sans climatisation, quasi obligation de recourir au télétravail par manque de bureau disponible, guerre pour les places de parking...

Mr le Président, vous vous étiez engagés à faire un point régulier de l'avancée des travaux ce qui n'a pas vraiment été fait à ce jour, la CGT vous rappelle que vous êtes responsable pénalement de la sécurité des agents de votre direction.

Les élus CGT en FS CSAL